

Orpillage illégal en Amazonie, une lutte perdue d'avance ?

Titre(s) : Orpillage illégal en Amazonie, une lutte perdue d'avance ? [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 468

Editeur, producteur : 01/03/26

Description matérielle : pp.62-65

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 4

Résumé ou extrait : En Guyane, l'orpillage illégal sévit depuis trente ans, générant de graves conséquences humaines, sanitaires et environnementales, et mettant en lumière les limites de l'État français dans la région. En 2025, environ 8 000 orpailleurs clandestins (garimpeiros) opèrent sur 600 sites illégaux, contre 7 000 sur 400 sites en 2023. La production clandestine d'or atteint six tonnes sur les deux dernières années, alors que le secteur légal n'en produit qu'une tonne, principalement par de petits artisans miniers. L'opération Harpie, lancée en 2008 pour éradiquer l'orpillage illégal, mobilise 300 militaires quotidiennement et a permis en 2025 la saisie d'un préjudice économique estimé à 1,5 tonne d'or, ainsi que l'incarcération de 141 personnes. Malgré ces efforts, la lutte atteint un " plafond de verre " selon les autorités, et la résilience du phénomène s'apparente à celle des trafics de stupéfiants, d'armes ou de personnes. L'activité illégale se déplace vers le sud et l'ouest de la Guyane, notamment dans le secteur de Maripasoula, à la frontière du Suriname. Le Parc amazonien de Guyane a constaté une hausse de 46 % du nombre de sites entre février et novembre 2025, atteignant un niveau record depuis 2017. L'orpillage illégal provoque la destruction de 3 600 kilomètres de cours d'eau depuis 2003, une déforestation de 460 hectares par an, et de graves pollutions au mercure et autres métaux lourds, affectant durablement l'environnement et la santé des populations locales. Onze militaires sont morts en mission, et les habitants du Haut-Maroni ont engagé en janvier 2024 une action en justice contre l'État français pour " carence fautive " dans la gestion sanitaire des contaminations. La hausse du prix de l'or, qui a triplé en cinq ans pour atteindre environ 140 euros le gramme, rend l'activité de plus en plus rentable et attire massivement des travailleurs pauvres du nord-est brésilien, qui représentent 97 % des orpailleurs selon les sociologues Marieke Heemskerk et François-Michel Le Tourneau. Les réseaux logistiques dépassent largement la Guyane : à l'est, l'approvisionnement vient des villes brésiliennes frontalières, tandis qu'à l'ouest, 120 comptoirs informels sur la rive surinamaïse du Maroni alimentent l'activité. Le Suriname, pays de 600 000 habitants qualifié de " narco-État ", tolère ces réseaux et sert de principale base arrière au trafic régional. La communauté chinoise du Suriname (20 000 personnes) détient un quasi-monopole sur le commerce, y compris l'orpillage, et est très intégrée au pouvoir politique local. Selon un rapport de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) de 2023, ces réseaux chinois, notamment issus de Putian (province du Fujian), sont liés à des mafias actives dans toute l'Amérique latine et facilitent l'exfiltration de l'or illégal. Le Suriname est un point de passage majeur pour l'or illégal : selon le WWF, 75 à 85 % de l'or extrait illégalement en Guyane transite par Paramaribo avant d'atteindre le marché international. Si le Brésil a renforcé la traçabilité de l'or, le Suriname reste une " lessiveuse " pour l'or sale, les mesures

locales de transparence étant peu appliquées. La montée des prix attire désormais aussi des factions criminelles brésiliennes, dont 400 membres seraient déjà présents en Guyane, selon un rapport sénatorial de décembre 2025. La coopération transfrontalière est jugée indispensable mais reste limitée. Une opération coordonnée par Interpol en décembre 2025, impliquant tous les acteurs régionaux, a permis 198 arrestations. Les relations franco-brésiliennes se sont améliorées depuis le retour de Lula en 2023, avec des opérations conjointes, mais la coopération avec le Suriname demeure faible. La présidente surinamaïse Jennifer Geerlings-Simons, élue en juillet 2025, est entravée par une majorité dépendant du parti de Ronnie Brunswijk, un ancien guérillero condamné pour trafic de cocaïne et impliqué dans l'orpaillage illégal. Malgré la signature d'un accord d'entraide judiciaire en 2021 et la résolution partielle d'un différend frontalier, la diplomatie française reste peu active sur le dossier. Le manque de moyens, estimés à 70 millions d'euros par an, est régulièrement dénoncé, y compris par la Cour des comptes. L'orpaillage illégal prospère aussi grâce à la complicité d'une partie de la population locale, pour qui il constitue souvent la seule perspective économique, notamment dans les communes enclavées du Haut-Maroni où un jeune sur deux est au chômage. Cette situation résulte de la déstructuration des schémas socio-économiques traditionnels causée par la colonisation et de l'incapacité des pouvoirs publics à proposer un modèle de développement alternatif. La promotion de la mine légale est envisagée comme solution, mais pose la question de la durabilité des activités extractives dans un environnement aussi sensible que l'Amazonie.

Sujet - Nom commun : Mines d'or -- Pratiques déloyales -- Guyane